



**Communiqué des organisations CGT de la Fonction publique
(UGFF – SANTE – FAPT – SERVICES PUBLICS)**

Alors que Nicolas Sarkozy veut démanteler le Statut de la Fonction publique pour casser le service public, la mobilisation s'impose !

Non content d'ignorer les principales préoccupations des fonctionnaires et agents publics, à savoir l'augmentation du point d'indice et la préservation de l'emploi public, le Président a franchi une étape dans son entreprise de démantèlement du Statut de la Fonction publique et donc des garanties de l'égalité de traitement dans le service rendu aux usagers.

Les différentes annonces de Nicolas Sarkozy sont autant d'attaques frontales contre chacun des piliers du Statut :

- développement de l'individualisation des carrières et des rémunérations
- remise en cause du principe républicain du concours
- incitation à quitter la Fonction publique
- choix laissé aux nouveaux entrants entre Statut et contrat de droit privé

En vidant le Statut de sa substance, le Président met en cause les garanties collectives des fonctionnaires et donc leur indépendance. Cette conception dévoyée de la Fonction publique ne peut que conduire à une rupture historique avec le principe de solidarité et d'égalité d'accès au service public et donc, à un service dégradé pour les usagers.

Sous couvert de modernisation, et loin de tout progrès, Nicolas Sarkozy prône en fait aujourd'hui pour la Fonction publique un retour en arrière de plusieurs décennies !

Non seulement les projets présidentiels n'apportent pas de réponse satisfaisante aux fonctionnaires et mettent en cause le service public, mais ils vont aggraver la situation de l'emploi, ne contribueront pas à l'amélioration de la croissance et accentueront l'abaissement général des garanties collectives de l'ensemble des salariés.

Un débat public est indispensable pour construire la Fonction publique de demain. La CGT compte bien y prendre toute sa place, à partir de ses propositions.

La CGT mettra tout en oeuvre pour s'opposer à l'offensive sans précédent menée par le gouvernement et pour promouvoir une Fonction publique de progrès dotée des moyens indispensables à la satisfaction des besoins des citoyens. Pour elle, la réunion intersyndicale du 21 septembre prochain doit être dans ce cadre une étape importante dans la construction du nécessaire rapport de force unitaire.

Montreuil, le 19 septembre 2007